



Burkina Faso

Stratégie Pays 2019–2025

Mentions légales

Ministère Fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires Étrangères
Direction Générale de la Coopération Autrichienne pour le Développement
Minoritenplatz 8, 1014 Vienne, Autriche
Téléphone: +43 (0)501150-4454
Fax: +43 (0)501159-4454
abtvi4@bmeia.gv.at
www.entwicklung.at

La Stratégie Pays 2019-2025 a été écrit par:
Ministère Fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires Étrangères, Direction Générale
de la Coopération Autrichienne pour le Développement
Le Bureau de la Coopération Autrichienne pour le Développement à Ouagadougou
Austrian Development Agency

Vienne, août 2019

Austrian Development Agency (ADA),
l'agence de la Coopération Autrichienne pour le Développement
Relations publiques
Zelinkagasse 2, 1010 Vienne, Autriche
oeza.info@ada.gv.at, www.entwicklung.at

Photo: ADA/Manuela Gutenbrunner

Table des Matières

Introduction et résumé	3
1. Contexte.....	4
2. Objectifs stratégiques de la coopération.....	5
3. Axes thématiques.....	5
4. Zone d'intervention géographique Région de la Boucle du Mouhoun	7
5. Questions transversales, principes et approche de la coopération	8
6. Cohérence des politiques et autres instruments	9
Annexe 1 : Matrice des résultats, à actualiser en 2020, échéance du PNDES actuel.....	12
Annexe 2 : Enveloppe financière.....	16

Introduction et résumé

L'engagement de l'Autriche au Burkina Faso repose sur un partenariat de longue date établi depuis les années 1960. Dès la création du Bureau de Coordination de la Coopération Autrichienne pour le Développement (CAD) en 1997, l'Autriche et le Burkina Faso se sont mis d'accord sur un cadre indicatif de coopération intégrant la société civile et le gouvernement du Burkina Faso. La présente stratégie oriente notre coopération bilatérale au développement jusqu'en 2025 et se base sur les objectifs stratégiques du plan national de développement économique et social burkinabè PNDES 2016-20¹.

L'objectif global du PNDES est de « *transformer structurellement l'économie burkinabè, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social* »². Il s'articule autour de trois axes principaux:

1. La réforme institutionnelle et la modernisation de l'administration.
2. Le développement du capital humain.
3. La redynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

Les résultats attendus sont:

1. L'amélioration de l'efficacité de la gouvernance politique, administrative, économique, locale et environnementale.
2. L'émergence d'une économie moderne basée sur un secteur primaire progressiste, plus compétitif et de plus en plus dynamique avec des industries de transformation et de services (...)
3. La baisse de l'incidence nationale de la pauvreté de 40% à 35%.
4. La baisse de la croissance démographique annuelle de 3,1% à 2,7% (2020).
5. L'accélération du niveau de développement du capital humain.
6. Le changement des modes de production et de consommation s'inscrivant dans une perspective de développement durable.

De même, cette Stratégie Pays est en phase avec le « Programme d'appui au développement des économies locales – PADEL » (axé sur le développement de l'économie locale), ainsi que le « Programme d'urgence pour le Sahel Burkina Faso - PUS-BF³ » (axé sur le renforcement de la sécurité humaine et de la résilience), projets en vigueur depuis 2014 dans le cadre du plan d'action du G5 Sahel et de l'UE pour le Sahel.

Cette stratégie est également en phase avec la feuille de route et l'analyse conjointe 2017-2021 élaborées dans le cadre de la programmation conjointe de l'UE et des États membres présents au Burkina Faso et la Suisse. Ces documents font référence aux priorités politiques du PNDES et aux politiques sectorielles respectives et proposent une « Réponse Conjointe » déclinant démographie, emploi et croissance et environnement comme 3 secteurs focaux pour l'Europe.

La CAD contribuera à l'atteinte des six résultats attendus du PNDES et se concentrera sur le « Développement économique durable et résilience dans les zones rurales » et « L'Enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) », avec un accent sur les besoins des femmes comme bénéficiaires.

¹ http://www.finances.gov.bf/index.php?option=com_edocman&task=document.viewdoc&id=468&Itemid=

² PNDES, p.11

³ Programme d'Urgence pour le Sahel (2017)

1. Contexte

La situation politique au Burkina Faso est très difficile étant donné que le pays fait partie de la région du Sahel, extrêmement instable mais riche en ressources, où les groupes intégristes et terroristes cherchent à assurer un contrôle durable sur de vastes zones. La situation sécuritaire se dégrade depuis le premier attentat terroriste majeur survenu début 2016 dans la capitale Ouagadougou. De grandes parties du Nord, de l'Est et de l'Ouest du Burkina Faso ne sont pas suffisamment contrôlées par les forces de sécurité nationales et, dans certaines régions, l'état d'urgence est en vigueur.

En 2015, le pays a tenu des élections présidentielle et législative pacifiques, marquant une étape importante dans la transition du pays vers la démocratie. La population du Burkina Faso décidera par référendum d'une nouvelle constitution qui devrait renforcer la protection des droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, l'égalité des sexes, la protection des femmes et des filles contre la violence et également renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire. La situation des droits de l'homme demeure toutefois fragile dans plusieurs domaines, tels que la situation dans les prisons, les actes de torture et les mauvais traitements, les taux élevés de mortalité maternelle, les mariages précoces et forcés et les violations des droits de l'homme par des groupes armés.

Le développement économique, malgré des changements structurels dynamiques, la baisse des emplois dans le secteur agricole et des taux de croissance annuels d'environ 6% (y compris les moteurs de la croissance comme l'agriculture, les mines d'or et la transformation du coton), a un faible impact en termes de redistribution des richesses et offre trop peu d'opportunités d'emploi. Dans l'ensemble, la gouvernance s'est améliorée (Le Burkina est 16^e sur 54 pays africains selon l'Indice Mo Ibrahim de la Gouvernance Africaine, et 3^e en Afrique de l'Ouest derrière le Sénégal et le Cap-Vert). L'Indice de perception de la corruption pour le Burkina Faso est passé de 38 en 2015 à 41 en 2018.⁴

Le Burkina Faso est l'un des pays les moins développés et des plus pauvres du monde. La croissance démographique reste cependant parmi les plus élevées au monde⁵. La pauvreté varie selon l'environnement et la région. Dans les zones rurales, il est deux fois plus élevé que dans les villes. Le pourcentage de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté varie de moins de 30% (Centre, Cascades) à plus de 60% (Nord, Est). Près d'un tiers des enfants du Burkina Faso souffrent de malnutrition chronique. Néanmoins, des progrès importants ont été accomplis au cours des 10 à 20 dernières années, avec notamment des progrès dans la réduction de la mortalité infantile et maternelle, l'accès à l'eau potable et la lutte contre les taux d'infection et de traitement du VIH/SIDA.

En plus d'améliorer la sécurité alimentaire et la résilience de la population, le Burkina Faso doit atteindre l'objectif du PNDES à savoir accroître la productivité et la plus-value. À cela s'ajoutent les difficultés liées au faible niveau d'éducation et de formation des jeunes entrant sur le marché du travail, un climat d'investissement difficile, ainsi que la faible efficacité du secteur public et la corruption qui ralentissent le développement économique.

L'utilisation rationnelle des ressources naturelles reste un défi majeur, les grandes entreprises d'exploitation minière et un million de personnes vivant de l'orpaillage informel pèsent sur les ressources d'eau, posant des problèmes sociaux et environnementaux importants. En outre, le changement climatique affecte fortement le Burkina Faso, mettant en péril la production alimentaire nationale et contribuant à l'insécurité à différents niveaux. L'accès durable à la sécurité alimentaire dépend des mesures d'adaptation au changement climatique, incluant des mesures de restauration et de réhabilitation des terres, et de renforcement des activités de régénération du couvert végétal. La plantation d'arbres contribuera aussi à la réduction des émissions de CO₂ (le Burkina se situe aussi dans l'espace géographique du Projet africain la « Grande muraille verte »).

Le Burkina Faso est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Compte tenu de son appartenance à la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), le pays entretient également des liens étroits avec la région de l'Afrique du Nord. Le Burkina Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad coopèrent également dans les domaines du développement et de la sécurité au sein du Groupe du G5 pour le Sahel (créé en février 2014 à l'occasion de la première réunion de stratégie de l'UE pour le Sahel). Depuis 2018, il existe également une alliance militaire et une opération conjointe contre les djihadistes.

Aujourd'hui, nous intervenons sur un large éventail de partenariats décentralisés pour la production rurale durable, le développement des micro- et petites entreprises et la formation professionnelle. Depuis une évaluation du programme pays en 2008 les partenariats se sont renforcés dans la dimension régionale de la

⁴ Voir Transparency International, Indice de perception de la corruption 2018

⁵ 2,9% de croissance annuelle pour 2018 selon la Banque mondiale

Boucle du Mouhoun (BMH). La CAD et la Direction Générale de la Coopération (DGCOOP) du Ministère de l'économie, des finances et du développement - Partenaire burkinabè chargé de la coordination, ont facilité durant des années des processus conjoints d'apprentissage et de capitalisation et ont convenu que les coopérations futures seront bâties sur ces acquis, en renforçant la dimension régionale de leur coopération, qui orientera d'avantage les analyses, priorités et approches sectorielles. Par exemple: la formation professionnelle en tant que soutien à la dynamisation de l'économie, la production agricole durable et sensible au climat, la création de start-up, la promotion des entreprises de type artisanal, etc. sont toujours en faveur des populations rurales pauvres ayant pour objectif notamment de ne laisser personne pour compte.

2. Objectifs stratégiques de la coopération

Sur la base de ces défis et des leçons apprises, la CAD poursuivra son soutien au Burkina Faso. La CAD travaille en partenariat avec des organisations clés et d'autres partenaires de développement. La CAD soutient l'objectif stratégique global de lutte contre la pauvreté et de sauvegarde de la paix et de la sécurité humaine, ainsi que de préservation de l'environnement et des ressources naturelles. L'autonomisation des femmes joue un rôle majeur dans l'atteinte de ces objectifs et fera l'objet d'une attention particulière tout au long des activités.

Guidé par l'Agenda 2030 pour le Développement Durable et la réalisation de ses objectifs nationaux, y compris l'engagement en faveur des pauvres afin de « Ne laisser personne pour compte », la CAD aligne ses domaines d'intervention prioritaires sur les ODD, notamment l'ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (faim « zéro »), ODD4 (éducation de qualité), ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD8 (travail décent et croissance économique), ODD 12 (consommation et production durable), ODD 16 (paix, justice et institutions efficaces) et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

La coordination étroite et l'alignement politique sur le Nouveau consensus européen sur le développement de 2017 ouvrent de nouvelles perspectives pour la mise en œuvre de nos objectifs stratégiques dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, l'emploi et la croissance, l'inclusion/genre (Plan d'action genre 2 de l'UE) et la lutte contre le terrorisme (en lien avec l'engagement de l'UE dans la Région du Sahel).

Depuis la décision de la mise en œuvre de la politique nationale de décentralisation, les Plans régionaux de développement définissent, de manière exhaustive et complémentaire aux programmes sectoriels régionalisés, les priorités à atteindre. Dans la BMH le Plan régional (version PNDES) préconise le renforcement des capacités de production agricole (individuelles et coopératives), des chaînes de valeur dérivantes et adjacentes, ainsi que la formation et l'éducation pour contribuer au développement des compétences sur le marché du travail et de l'emploi. Il sert comme référence et est reflété dans le cadre logique de cette stratégie.

Conformément aux priorités de développement nationales, les instruments et les modalités de financement incluent des accords de partenariat directs avec le gouvernement du Burkina Faso et ses entités centrales et décentralisées, la coopération avec d'autres partenaires au développement via des cofinancements ou autres mécanismes induisant une réduction des coûts de transaction, ou une coopération avec les acteurs de la société civile nationale et internationale, le secteur privé et les organisations internationales. Les principes d'efficacité de l'aide devront guider les décisions relatives à l'utilisation d'instruments.

3. Axes thématiques

L'objectif général de la Coopération Autrichienne est de contribuer aux conditions de vie améliorées pour le peuple burkinabè par le soutien des activités économiques, l'emploi et la croissance qualitative basée sur la paix, l'inclusion sociale, l'égalité des genres, la protection de l'environnement, la résilience et la bonne gouvernance.

La stratégie poursuit deux axes thématiques⁶, Développement économique durable et résilience dans les zones rurales ainsi que Enseignement et Formation Techniques et Professionnels (EFTP), donnant une priorité à l'Égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles. Les femmes sont la clé du développement économique, social et démocratique et permettent au pays de faire face à ses défis. L'éducation, la promotion ainsi que le soutien aux droits des femmes sur le plan juridique, humain et socioéconomique, et le renforcement de leur position dans la société, sont des éléments essentiels de notre Coopération⁷.

Le cadre juridique relatif à l'égalité des sexes et aux droits des femmes au Burkina Faso correspond largement aux normes internationales. Néanmoins, des obstacles majeurs comme des services de santé maternelle

⁶ Formant 2 axes transversaux du PNDES et se définissant dans les 3 secteurs: 1. Développement rural durable, sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles, 2. Enseignement et Formation Technique et Professionnel (EFTP), 3. Soutien au secteur privé et à l'artisanat

⁷ L'Autriche a commandité la production d'un rapport sur l'Indice institutions sociales et égalité hommes-femmes (ISE) au Burkina Faso, qui donne des pistes reprises dans la matrice des résultats Annexe 1.

médiocres, une éducation de mauvaise qualité, des codes familiaux discriminatoires, des entraves culturelles au droit à la propriété terrienne et des biens, des libertés civiles restreintes et une violence endémique basée sur le sexe subsistent et doivent être résolus afin d'atteindre la parité. Le Centre de développement de l'OCDE et le gouvernement du Burkina Faso ont lancé l'Indice institutions sociales et égalité hommes-femmes (SIGI) en 2016. Il vise à fournir des données concrètes pour renforcer l'élaboration des politiques nationales et, par conséquent, s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les sexes. Sur la base de cette évaluation initiale, le Burkina Faso a obtenu un score de 0,229⁸ au niveau national.

L'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et des filles est à la fois un objectif en soi et une condition préalable à la croissance économique durable et au développement socioéconomique. Au regard des désavantages structurels et systématiques auxquels les femmes sont confrontées au Burkina Faso, la CAD met un accent particulier sur l'autonomisation des femmes et des filles et adopte ainsi une approche à deux volets. La présente stratégie vise à autonomiser les femmes et les filles grâce à (1) l'intégration de la dimension genre centré sur la pleine responsabilité des hommes et des femmes pour un développement équitable: les besoins particuliers des femmes et des hommes sont pris en compte dans tous les programmes et projets, et les normes sociales discriminatoires et les barrières et inégalités spécifiques liées au genre sont abordées et contrôlées à l'aide d'indicateurs approuvés par les parties prenantes et (2) à travers des interventions ciblées en faveur de l'égalité des sexes en ce qui concerne les principales contraintes définies par l'index "Institutions Sociales et Égalité homme-femme" (ISE) afin d'induire des transformations sociales concrètes en faveur de l'égalité de genre. L'autonomisation économique des femmes est un facteur essentiel pour éliminer durablement la violence structurelle à l'égard des femmes. En outre l'attention sur les pratiques préjudiciables et les normes discriminatoires et dévalorisante à l'égard des femmes, tout en faisant prendre conscience aux femmes et aux hommes des effets néfastes de ces pratiques et normes, reste primordiale.

3.1. Axe thématique 1 - Développement économique durable et résilience dans les zones rurales

Au niveau national, cet axe englobe les deux secteurs d'engagement précédents, à savoir le développement rural durable et la maîtrise totale de l'eau ainsi que l'appui au secteur privé notamment l'artisanat et les MPME. Plus de 80% de la population burkinabè vit dans des zones rurales, malgré l'urbanisation croissante. La pauvreté est principalement un phénomène rural et périurbain. La CAD soutient la résilience de ménages individuels, d'associations ou d'acteurs privés et des administrations publiques afin de contribuer à une activité économique viable et durable, limitant l'émigration, ainsi que les menaces liées à l'environnement, au climat et à la sécurité. L'objectif est une croissance économique inclusive et un développement durable par la création d'emplois et de revenus dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire, tout en tenant compte de l'adaptation aux menaces posées par le changement climatique et l'insécurité. Par conséquent, l'un des principes directeurs est le nexus humanitaire – développement - sécurité et paix.

Le développement économique durable nécessite un secteur privé actif et dynamique. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) constituent l'épine dorsale du secteur privé burkinabè. Le PNDES à travers ses trois axes et la politique de transformation industrielle et artisanale 2018-2027 définissent le développement des MPME comme vecteur de créations d'emplois décents et de revenus pour les jeunes et les femmes basé sur la valorisation des potentialités locales. La professionnalisation des acteurs, la préservation de l'environnement, le développement d'un système de marché adapté et inclusif, la fourniture de services sociaux et économiques durables respectueuses de l'environnement, la réalisation d'infrastructures de base et le développement des capacités (aux niveaux individuel et institutionnel) sont quelques-unes des conditions cadres nécessaires pour le développement des MPME.

L'égalité d'accès aux services publics répondant aux besoins des citoyens est une condition de la croissance inclusive. La coopération étroite avec les structures locales et régionales respectives sur la base des principes de subsidiarité sera privilégiée. Des avancées du Burkina Faso dans son programme de décentralisation sont cruciales pour que les entreprises et les petits exploitants locaux puissent bénéficier d'informations, de services, de ressources financières et naturelles, telles que l'eau potable, l'énergie durable et la terre. L'objectif de cette approche est de renforcer les entreprises et l'administration locales pour la fourniture systématique des services afin que les secteurs public et privé soient tous porteurs de progrès.

8 https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=U_SIGI; compare AT 0,111 (on a scale 0 to 1)

Résultats de l'Axe thématique 1

L'objectif spécifique est de contribuer au développement rural durable dans le contexte de la sécurité alimentaire et de soutenir les MPMEs dans un contexte de résilience et de bonne gouvernance.

La sécurité alimentaire et l'emploi décent sont améliorés dans le respect des principes de développement durable et la résilience est renforcée.

Les MPME (de type artisanal) sont davantage dynamiques en matière de création d'emplois, orientées vers la valorisation des produits locaux et soutenues par un environnement plus adapté.

3.2. Axe thématique 2 / Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)

Le PNDES considère le développement du capital humain comme l'un de ses principaux axes. Pour atteindre les objectifs de développement national, d'emploi décent et de promotion sociale, la jeunesse du Burkina Faso doit être bien formée et économiquement active. Pour atteindre cet objectif, l'enseignement et la formation techniques et professionnels revêtent une importance capitale pour le développement économique du pays et constituent un préalable indispensable pour des emplois de qualité. La CAD met l'accent sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels. Cela inclut l'amélioration des services éducatifs formels et non formels.

Pour atteindre cet objectif, une approche systémique (sectorielle) sera promue. L'intervention de la CAD poursuit la même finalité que la PN/EFTP à savoir : « élever le niveau de connaissances et de compétences de la population active et, plus particulièrement des jeunes, pour favoriser leur insertion dans les emplois d'aujourd'hui et les métiers porteurs de demain afin de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté ». L'objectif est de soutenir l'entrée au marché du travail et de soutenir le système de formation du Burkina Faso pour dispenser une formation professionnelle de qualité. Une attention particulière sera accordée à la formation et l'éducation inclusives promouvant l'inclusion et la promotion sociale ainsi que l'emploi décent pour tous, avec une attention particulière à la dimension régionale de la stratégie.

Résultats de l'Axe thématique 2

L'objectif de l'axe thématique 2 retenue est « Accroître l'offre et améliorer la qualité de l'EFTP en adéquation avec les besoins de l'économie ».

Les ressources humaines sont mieux qualifiées employables et disponibles.

Les inégalités de genre sont réduites dans le système de l'EFTP.

4. Zone d'intervention géographique Région de la Boucle du Mouhoun

La zone d'intervention géographique est la région de la Boucle du Mouhoun. Depuis 2007 la CAD met à la disposition du Conseil régional le financement pour un Fond régional de développement (FRD)⁹, pour promouvoir en partenariat avec les communes l'autopromotion et la résilience dans les zones rurales. Un rapport d'évaluation externe de 2018 recommande de poursuivre cette approche avec certaines adaptations. ADA gère par la même approche des fonds de l'UE à travers 4 conseils régionaux du pays pour l'autopromotion des jeunes et des femmes.

En poursuivant la stratégie nationale de la décentralisation et du développement territorial l'enjeu des prochaines années est de synchroniser l'aide structurelle telle que poursuivi dans les trois secteurs avec le développement de l'espace de vie des citoyens poursuivi depuis 2007 par le FRD Boucle du Mouhoun.

⁹ Basé sur les principes des Fonds de développement local créés, avec l'appui de la CAD, dans les zones rurales depuis 1990 pour le développement des villages.

L'intervention dans la Boucle du Mouhoun se fondera sur les expériences passées dans la région et poursuivra les axes du PNDES avec un accent sur les objectifs stratégiques 1.3 "Renforcer la décentralisation et promouvoir la bonne gouvernance locale" et 2.4 "Promouvoir l'emploi décent et la protection sociale pour tous, particulièrement pour les jeunes et les femmes". Cette approche se base avant tout sur une utilisation des ressources publiques plus efficace avec de meilleurs résultats des politiques. Elle implique alors de passer à une situation caractérisée essentiellement par des subventions et redistributions en faveur de quelques communes, à la mise en place de mesures pour accroître la compétitivité de toutes les communes sur des bases égalitaires. L'approche d'intervention consistera à coupler la démarche Développement Local pour identifier les besoins d'investissements des populations avec la Décentralisation institutionnelle qui prendra les décisions d'investissements en harmonie avec les besoins articulés par les représentant(e)s élu(e)s des populations.

Résultats de l'Intervention géographique / Région de la Boucle du Mouhoun

La pauvreté est réduite dans la région de la Boucle du Mouhoun dans le contexte de la décentralisation institutionnelle.

5. Questions transversales, principes et approche de la coopération

Concernant **le genre**, voir chapitre 3.

Environnement et changement climatique

Les politiques et normes environnementales nationales et internationales pertinentes seront appliqués par une approche d'intégration de l'action environnementale et climatique (y compris la réduction des risques de catastrophe), avec des mesures de sauvegarde dans toutes les interventions (par exemple, la protection des rives, des forêts, des terres et des ressources en eau, la reforestation, la réduction de la dégradation et de l'érosion des sols et la restauration des écosystèmes et des sols). En améliorant les moyens de subsistance dans les zones rurales et en renforçant les capacités des institutions pour adresser les enjeux environnementaux et climatiques, les approches de prévention de la pollution et de la gestion durable des ressources naturelles, le développement écologiquement durable et respectueux de l'environnement seront promus. Compte tenu de la grande vulnérabilité face aux impacts du changement climatique, des mesures intégrées d'adaptation et d'atténuation du climat devront être prévues dans toutes les actions. L'Autriche soutiendra, dans ses secteurs d'intervention pertinents, les engagements internationaux du Burkina Faso, tels que sa Contribution déterminée au niveau national à l'Accord de Paris sur le climat.

Prévention des conflits

En raison de sa situation géopolitique dans la région du Sahel, le Burkina Faso subit de graves répercussions des divers groupes militants opérant également au Mali et au Niger. En plus des flux importants de réfugiés de ces pays vers le Burkina, aggravés par la dégradation des ressources naturelles et les impacts des changements climatiques, augmentent des conflits (locaux) liés aux ressources et provoquant des conflits inter-ethniques violents. En outre, les attaques terroristes se sont intensifiées et deviennent de plus en plus « internes ». Une attention particulière devrait être accordée et des mesures spécifiques développées et soutenues pour prévenir l'extrémisme violent et favoriser la déradicalisation dans ce contexte où il y a de plus en plus de mobilité géographique forcée. L'aide humanitaire, en particulier dans les camps de réfugiés, doit également faire partie de cette attention.

Dans ce contexte, il est rappelé que des formateurs militaires autrichiens déjà actifs au Mali au sein de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM), forment aussi les forces G5 Sahel, dont le Burkina fait partie. L'Autriche, étant donc déjà active dans le domaine de la paix et de la sécurité au niveau de la région du Sahel, pourrait envisager des interventions bilatérales dans le domaine sécurité et développement au Burkina Faso.

Au-delà des principes susmentionnés, d'autres principes et approches seront respectés:

- l'approche basée sur les droits de l'homme, avec ses éléments d'égalité et non-discrimination, de participation et d'inclusion, de transparence et de redevabilité
- les principes de démocratie, État de droit, décentralisation, de paix et de sécurité
- le nexus humanitaire – développement – paix
- la bonne gouvernance, par le renforcement des capacités des prestataires de services publics aux niveaux national et de collectivités territoriales afin d'améliorer la qualité des services
- le principe "Ne pas nuire" sera appliqué durant toutes les phases des projets ou programmes

6. Cohérence des politiques et autres instruments

La facilitation de la cohérence des politiques nationales en Autriche et au Burkina guidera toutes les interventions à travers la présente stratégie qui est contraignante pour tous les programmes gérés par l'Agence Autrichienne de Développement (ADA). Toutes les autres parties prenantes et acteurs publics autrichiens qui ont participé à l'élaboration de cette stratégie sont supposés à y être alignés ou du moins ne pas être contre-productifs. Des synergies sont encouragées entre différents modèles de financement et de coopération.

Comme acteurs autrichiens existants et potentiels au Burkina Faso ont été identifiés en particulier

- les Ministères fédéraux, Régions et Municipalités (par exemple la région de Vorarlberg) et institutions rattachées
- les ONG/OSC Autrichiennes et le secteur privé
- la Banque autrichienne de développement, OeEB (investissements pour prévention du changement climatique), participe au capital et fournit l'assistance technique)
- l'agence Autrichienne de crédits à l'exportation, OeKB (financements (prêts) concessionnels, financements commerciaux par le biais de banques commerciales pour des transactions du secteur privé)

Récemment, le Ministère fédéral autrichien de l'intérieur s'est penché sur le lien entre migration et développement en soutenant des programmes de réinsertion des réfugiés. Une convention concernant le Burkina Faso un accord existe avec l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFFI) dans le cadre du Réseau Européen de Réintégration (ERIN).

En outre, les relations avec d'autres institutions de développement et de finance internationale telles que le Groupe de la Banque Mondiale, le Groupe de la Banque Africaine de Développement et les banques régionales de développement Africaines telles que la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) seront renforcées. En plus le Ministère fédéral de la Défense appuie les pays de la sous-région affectés par l'insécurité. Un appui spécifique au Burkina est à l'étude.

Principaux domaines d'engagement par des programmes complémentaires:

Affaires et développement

Les liens commerciaux entre le Burkina Faso et l'Autriche sont traditionnellement faibles. De janvier à septembre 2018, les importations en provenance du Burkina Faso ont atteint 1,83 million d'euros et les exportations 1,42 million d'euros.

ADA dispose du Programme de Partenariat d'Affaires pour encourager l'engagement et les investissements du secteur privé. Ce programme permet de financer les entreprises européennes qui investissent conjointement avec des entreprises locales. Des fonds sont alloués pour améliorer les dimensions d'interactions élargies dans le domaine du développement entre entreprises, comme par exemple le démarrage du partenariat, l'augmentation de l'emploi, des programmes de formation, des avantages environnementaux ou sociaux plus larges, etc.

Le suivi de la coopération entrepreneuriale ressort de la Chambre Économique Fédérale d'Autriche et de son bureau en charge du Burkina Faso, situé à Casablanca.

Enseignement supérieur, Sciences et Recherches

Le Programme de partenariat Autrichien dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche pour le Développement (APPEAR) est un programme de la CAD visant à soutenir la coopération entre les universités Autrichiennes et les pays partenaires de la CAD. APPEAR renforce les capacités institutionnelles dans les domaines de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la gestion par le biais de partenariats universitaires et de bourses de master et de doctorat, comme sa contribution à la réduction effective et durable de la pauvreté. APPEAR encourage les professionnels et les établissements d'enseignement supérieur des pays éligibles et de l'Autriche à partager leurs connaissances et expériences, à concevoir des projets novateurs visant les objectifs et les résultats attendus et à améliorer les normes générales en matière d'enseignement supérieur, de recherche et de gestion.

En plus, des bourses directes sont ouvertes à l'Institut de Tourisme et de Gestion Hôtelière de Salzbourg/Klessheim, ainsi qu'à l'Académie Diplomatique de Vienne.

Coopération avec les organisations de la société civile (OSC)

L'Autriche continuera d'axer ses efforts sur le renforcement des capacités, la promotion de la participation à la prise de décision et l'implication professionnelle des acteurs OSC dans les processus de développement et de prise de décision aux niveaux central/régional et local. ADA propose diverses modalités de cofinancement et soutient des projets visant à répondre aux besoins spécifiques des groupes vulnérables de la société et mis en œuvre par des organisations de la société civile Autrichiennes en collaboration avec des organisations partenaires burkinabè.

Idéalement ces projets complètent et soutiennent les domaines d'intervention de la présente stratégie et pourraient comprendre le renforcement des synergies, la gestion des connaissances et le transfert du savoir-faire, le renforcement des capacités et le plaidoyer des OSC partenaires. Une attention particulière sera accordée à l'organisation et à la participation à des mécanismes conjoints d'apprentissage, ainsi qu'à l'assistance pour le développement et le renforcement des réseaux d'OSC.

Coopération au développement multilatérale et aide humanitaire

En outre de leur rôle de partenaire de développement du Burkina les organisations multilatérales sont pour l'Autriche des partenaires clés pour la mise en œuvre de la Stratégie Pays. Elles jouent notamment un rôle important dans la fourniture de l'aide humanitaire sous respect du droit humanitaire international. En plus des fonds pour l'action humanitaire accordés dans le cadre du programme pays, notamment dans la perspective de « nexus » l'Autriche mobilise assez régulièrement des fonds supplémentaires par l'intermédiaire de son fonds international de secours aux sinistrés.

Les mécanismes de financement pour/par des tiers

L'Agence autrichienne de développement (ADA) gérant la CAD comme bailleur de fonds est au cours du temps également devenue une agence d'exécution de projets (co-)financés par des tiers. Reposant sur le cadre programmatique et le savoir-faire de la CAD ces financements tiers représentent un levier important pour des initiatives existantes ou à venir de la CAD.

Le cofinancement par ADA de programmes exécutés par des tiers doit répondre aux priorités stratégiques de la CAD, ainsi que tout accord de cofinancement, paniers communs des donateurs ou autres du genre permettant de réduire les coûts de transaction, tout en augmentant la transparence, la productivité et la bonne gouvernance, ainsi que le renforcement des capacités institutionnelles.

Union Européenne

Les objectifs stratégiques de la CAD s'alignent sur ceux de l'UE et l'Autriche soutient et participe activement à l'élaboration des programmes conjoints de l'UE. Dans le cadre de la programmation conjointe de l'UE Autriche est point focal pour le genre. Actuellement ADA met aussi en œuvre 8 millions d'euros du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne (EUTF) pour l'Afrique visant le développement des compétences professionnelles et l'emploi des jeunes et des femmes dans 4 régions du pays.

Coopération régionale

Le cadre stratégique de la CAD comprend sa stratégie pour l'Afrique subsaharienne, qui est un cadre plus large de l'engagement de la CAD et se rapporte à la mise en œuvre d'activités multi-pays, régionales ou d'envergure continentales. Sa stratégie pour l'Afrique de l'Ouest est complémentaire de celle du Burkina Faso. Son objectif est d'encourager la coopération régionale, les échanges intra régionaux, la gestion des connaissances, l'apprentissage par l'expérience et la réplique des modèles de pratiques exemplaires. Les priorités pour l'Afrique de l'Ouest concernent la paix et la sécurité, le renforcement de la résilience (sécurité alimentaire) et la gestion intégrée des ressources en eaux.

7. Mise en œuvre, suivi et évaluation

La coopération bilatérale entre le Burkina Faso et l'Autriche repose sur l'accord-cadre de 1991 (entré en vigueur en 1993) et l'accord de 1995 sur la création d'un bureau de coopération à Ouagadougou (établi 1997). Alors que le Ministère Fédéral Autrichien pour l'Europe, l'Intégration et les Affaires Etrangères (MFEIAE) a la responsabilité de la définition et du suivi de cette Stratégie Pays, l'ADA assume la responsabilité générale de sa mise en œuvre, de la documentation des leçons apprises et des résultats concrets du programme pour la gestion de la qualité et le développement stratégique.

Le bureau de coordination de la CAD à Ouagadougou est responsable, en coordination étroite avec les partenaires burkinabè, de la planification, de l'opérationnalisation, du suivi et de la gestion des données, en particulier du suivi des situations de référence et des indicateurs dans la matrice de résultats (Annexe 1). Un comité d'orientation et de coordination du Programme de coopération, incluant le bureau de coordination et les partenaires institutionnels centraux et régionaux, suivra annuellement l'opérationnalisation de la stratégie. Un suivi basé sur les résultats et des données factuelles sera au cœur de l'approche stratégique pour évaluer en permanence la matrice de résultats afin de l'adapter, si nécessaire, de manière harmonisée et cohérente aux priorités du plan national stratégique de développement du Burkina Faso. Le bureau de coordination rapporte au MFEIAE de l'Autriche sur la mise en œuvre de cette stratégie.

Le suivi et l'évaluation des résultats ont lieu au niveau des projets (résultats de développement), ainsi qu'aux niveaux des thèmes/secteurs et de la région, toujours en harmonie avec le système national et thématique/sectoriel, focalisant sur résultats et impacts. Tenant compte des principes d'appropriation et d'orientation des partenaires, la CAD se concentre principalement sur le cadre de suivi à l'Annexe 1 de la présente stratégie, qui reflète les cadres du pays partenaire aux niveaux sectoriel/régional. Cette matrice correspond aux stratégies, plans et programmes du pays partenaire. Un suivi efficace des processus de développement et des résultats nécessite une collaboration sur la qualité des données disponibles et l'identification des valeurs de référence et des indicateurs. La CAD est consciente qu'il est souvent difficile de collecter de telles données. Au niveau des contrats de (co-)financement ADA assure, en étroite coopération avec ses partenaires respectifs, le suivi conformément aux procédures et mécanismes de surveillance prévus et établis, appliqués en cohérence avec la réglementation en vigueur au Burkina Faso. Les conclusions de ce suivi peuvent faire objet de délibération du comité d'orientation et de coordination du Programme de coopération.

Un dialogue au niveau des politiques a lieu avec toutes les parties prenantes aux niveaux national et régional (Boucle du Mouhoun). La CAD continue de jouer un rôle actif dans les mécanismes de coordination et de collaboration pertinents, tels que les groupes de travail sectoriels ou sous-sectoriels, les structures de coordination ad hoc (géographiques) dans le cadre d'institutions nationales burkinabè, ainsi que dans le cadre de la programmation conjointe de l'Union Européenne.

Les mécanismes de contrôle comprennent des consultations bilatérales régulières avec les responsables des partenaires institutionnels du côté burkinabè, ainsi qu'avec les ministères et institutions concernés. Ces consultations seront appuyées par des outils de suivi des projets et des programmes, des revues et des évaluations conjointes.

Le mécanisme de revue bilatérale de la stratégie comprend son évaluation externe une année avant son terme.

Annexe 1 : Matrice des résultats, à actualiser en 2020, échéance du PNDES actuel

Objectives	Indicators	Baselines (year xxxx)	Targets (at end year of Country Strategy)	SDG reference	Partner country policy reference	Responsible Austrian ODA institutions
Overall goal Contribuer aux conditions de vie améliorées pour le peuple burkinabè par le soutien des activités économiques, l'emploi et la croissance qualitative basée sur la paix, l'inclusion sociale, l'égalité des genres, la protection de l'environnement, la résilience et la bonne gouvernance.	Taux de pauvreté au Burkina Faso HDI GII Gini	40,1% en 2014 0.423 0.610 35.3	35% for 2020 Taux améliorés sur les trois indices	1, 2, 4, 5, 8, 13, 16	PNDES 2016-20	ADA
Axe 1. Développement économique durable et résilience dans les zones rurales						
Outcome 1.1 La sécurité alimentaire et l'emploi décent sont améliorés dans le respect des principes de développement durable et la résilience est renforcée.	Indicator 1.1.1. Taux de pauvreté alimentaire dans les régions d'intervention Indicator 1.1.2. Nombre d'emplois ruraux et artisanaux décents (H et F) et durables créés	Baseline 1.1.1. 57,7% en 2014 au BF Baseline 1.1.2. Création de 22.700 emplois décents en 2015 -50% F, +50% H	Target 1.1.1. Réduction considérable Target 1.1.2. Création d'au moins 50.000 emplois décents par an jusqu'en 2020, 50% Hommes, 50% Femmes	1, 2, 5, 8, 13	PNDES PNSR 2016-2020 PNDES PNSR	ADA

Objectives	Indicators	Baselines (year xxxx)	Targets (at end year of Country Strategy)	SDG reference	Partner country policy reference	Responsible Austrian ODA institutions
Outcome 1.2 Les MPME (de type artisanal) sont davantage dynamiques en matière de création d'emplois, orientées vers la valorisation des produits locaux et soutenues par un environnement plus adapté.	Indicator 1.2.1. Nombre de MPME formelles de types artisanaux soutenues / créés (H/F) Indicator 1.2.2. Taux de transformation des produits locaux	Baseline 1.2.1. 12.300 en 2018 60 % Hommes, 40% Femmes en 2015 Baseline 1.2.2. 12% en 2015	Target 1.2.1. ND 13.800 en 2020 50% Hommes, 50% Femmes en 2020 Target 1.2.2 25% en 2020	1, 5, 8	PNDES PS TIA PNDES	
Outcome 1.3 La pauvreté est réduite dans la région de la Boucle du Mouhoun dans le contexte de la décentralisation institutionnelle	Indicator 1.3.1. Le seuil de pauvreté est réduit dans le Boucle de Mouhoun Indicator 1.3.2. Nombre d'emplois durables H et F créés dans tous les secteurs dans la Boucle du Mouhoun	Baseline 1.3.1. (Le seuil de pauvreté monétaire dans la Boucle du Mouhoun est de 59,7% en 2014 (EMC) Baseline 1.3.2. 2015 : 8000 emplois créés par an, -50% F, +50% H	Target 1.3.1. (Le seuil de pauvreté monétaire dans la Boucle du Mouhoun est moins de 35% en 2020 Target 1.3.2. 2020 : 9000 emplois créés par an +50%F, -50% H	1, 5, 8, 16 1, 5,8,16	PNDES 2016-2020 Profil 2020 Boucle du Mouhoun PNDES 2016-2020 Profil 2020 Boucle du Mouhoun	

Axe 2. Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)						
Outcome 2.1 Les ressources humaines sont qualifiées, améliorées, employables et disponibles	Indicateur 2.1.1. Proportion des effectifs « EFTP » par rapport à l'ensemble effectif du post –primaire et secondaire	Baseline 2.1.1. 4% (valeur 2015)	Target 2.1.1. 16% cible 2020 et cible 2025 à définir	4, 5, 8	PNDDES, PSEF, PN/EFTP (politique National de l'EFTP)	
	Indicateur 2.1.2. Proportion des effectifs « formation professionnelle » dans l'effectif total des formés	Baseline 2.1.3 4,5% en 2015	Target 2.1.3. 15% en 2020			
Outcome 2.2 Les inégalités de genre sont réduites dans le système de l'EFTP	Indicateur 2.2.1. Proportion des filles/femmes dans les effectifs des formés en EFTP	Baseline 2.2.1. 43,2% (annuaire statistique MENA 2015-2016)	Target 2.2.1. pour 2020 ND (min 50% souhaitable)	4, 5	PNDDES, PNG, PSEF	
	Indicateur 2.2.2. Taux d'insertion professionnelle des femmes et jeunes	Baseline 2.2.2. 10% en 2015	Target 2.2.2. 20% en 2020	4, 5,8,		
Suivi partenarial et évaluation conjointe				SDG 17		
Outcome 3.1 Cohérence politique et opérationnelle renforcée à partir de la mise en œuvre de la stratégie, avec une attention particulière au genre						
Output 3.1.1 Echanges réguliers et coordination dans la mise en œuvre de la stratégie entre les différents acteurs autrichiens et	Indicateur 3.1.1 Nombre de rencontres interministérielles préparées et tenues en Autriche Indicateur 3.1.2	Baseline 3.1.1 1 rencontre par an (2018)	Target 3.1.1 1 rencontre par an (jusqu'en 2025)			MFEIAE Autriche (VII/5) et ADA siège BUCO/ADA
		Baseline 3.1.2	Target 3.1.2			

Objectives	Indicators	Baselines (year xxxx)	Targets (at end year of Country Strategy)	SDG reference	Partner country policy reference	Responsible Austrian ODA institutions
autres travaillant en Autriche et au Burkina Faso.	Préparation ascendante et participative ainsi que tenue annuelle du comité d'orientation et de coordination du Programme de coopération annuel de ADA	0 (2018)	1 par an (jusqu'en 2025)			
Output 3.2.1 Dimension genre substantiellement renforcée dans toute la mise en œuvre de la stratégie.	Indicateur 3.2.1 Pourcentage du volume des projets et programmes munis du marqueur politique 1 ou 2 de l'OCDE/DAC	Baseline 3.2.1 40% (2019)	Target 3.2.1 85% (2025)			ADA

Annexe 2 : Enveloppe financière

L'ADA affectera provisoirement 5 Million d'euros par an à la mise en œuvre de la présente Stratégie Pays par le biais de son budget-pays. Ceci n'exclut pas toute autre possible décision du gouvernement fédéral sur l'allocation budgétaire.

Ce montant indicatif sera complété par des financements sous d'autres modalités de l'ADA, basées sur des initiatives et qui de ce fait ne sont pas prévisibles (par exemple: partenariats d'affaires, cofinancements d'ONG, programmes d'éducation, financements délégués).

D'autres acteurs autrichiens, tels que les autres Ministères, Universités, Agences, Banques de développement et d'investissement et, bien entendu, des acteurs non étatiques seront appelés à contribuer à la mise en œuvre de cette Stratégie Pays à travers leurs instruments de financement.

Budget provisoire* (Mio EUR) :

Allocation budgétaire par axe thématique	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Total	%
Développement économique durable et résilience dans les zones rurales Secteurs nationaux: Développement rurale durable ; soutien au secteur privé et artisanat	3,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	23	65
Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)	1,2	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	12	35
Total Mio EUR	5	5	5	5	5	5	5	35	100

*L'affectation finale des fonds dépendra de l'identification d'interventions appropriées, de la capacité d'absorption, ainsi que de l'efficacité et de l'efficacité de la coopération avec les partenaires concernés. Par conséquent, les informations relatives à l'allocation budgétaire provisoire ne peuvent être considérées comme un engagement ferme ni revendiquées comme tel par le pays partenaire. L'indication sert de base pour le Programme annuel de travail de l'ADA, revu et confirmé chaque année par le Ministère Fédéral de l'Europe, de l'Intégration et des Affaires Étrangères de l'Autriche (MFEIAE).